



LES CASQUES BLEUS EN ACTION DANS L'OUEST

A l'Ouest de la Côte d'Ivoire, où la situation délétère a mis à mal la cohésion sociale, les affrontements interethniques ont atteint des proportions jamais vécues par les populations. Les éléments de l'ONUCI, qui participent aux patrouilles mixtes avec les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire, FANCI, parcourent la ville et la zone de confiance pour rassurer les populations. Ils sont les premiers à être informés des exactions que subissent les populations dans les villages et les campements les plus reculés. « Généralement, les victimes viennent spontanément vers nous et, à notre tour, nous informons les Forces de défense et de sécurité (FDS) avec qui nous nous rendons sur les lieux, » explique le Colonel Sharma de la bataillon bangladaise. Les événements de Bohoussoukro et N'zuékro, localités attaquées en juin par des hommes non-identifiés, illustrent les propos du Colonel puisque'il semble qu'un habitant de Bohoussoukro se soit rendu à vélo dans le camp bangladais pour demander de l'aide aux Casques bleus. Malgré le mauvais état des pistes, les Civpol, les Milobs et un bataillon de Casques bleus n'ont pas hésité à se rendre sur les lieux pour venir en aide à une population choquée par les tueries et les incendies

Dans certains villages, les observateurs militaires, dans le souci de faire leur travail, se heurtent à des habitants qui choisissent de ne pas communiquer. A Diapahi, village d'où est partie la violence, et où les hommes jouent à cache-cache avec les militaires, seules les femmes sont sorties pour répondre qu'elles ignoraient le sort réservé aux habitants des maisons incendiées. Elles ont juré ne pas savoir ce qui s'est passé à cent mètres de leurs cases. En effet, à l'entrée de ce campement, on pouvait encore voir des vêtements éparpillés ici et là. Un peu plus tôt, des corps ensevelis dans une fosse commune avaient été découverts par des éléments des FANCI. C'était la loi du silence qui règnait dans ce

milieu. Personne n'avait rien vu, ni rien entendu. Les militaires s'en sont retournés sans informations.



Produced by the UNOCI Office for Public Information. July 2005.

Disclaimer - This publication is for information only and is not an official document of the United Nations. The views expressed do not necessarily represent the views of the United Nations or the United Nations Mission in Côte d'Ivoire.